

Mobilisation des syndicats enseignants à Alençon : « Pour un choc des moyens »

Samedi 25 mai 2024, devant la préfecture et sur le marché d'Alençon, nouvelle mobilisation des syndicats enseignants pour lutter contre les mesures du « Choc des savoirs ».



Manifestation des syndicats enseignants et de parents d'élèves devant la préfecture de l'Orne, samedi 25 mai 2024 contre la réforme du « Choc des savoirs ».

Les syndicats enseignants, à la quasi-unanimité, sont en colère, et ils le font savoir depuis plusieurs mois. Les raisons de leur insatisfaction sont nombreuses. Samedi 25 mai 2024, ils ont manifesté une nouvelle fois devant la préfecture et dans les rues d'Alençon (Orne).

Quel type de choc ?

La France reste mauvaise élève selon la dernière étude du Programme pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Le « Choc des savoirs » est un ensemble de mesures prises par le Gouvernement avec l'espoir d'améliorer le niveau des élèves. Parmi ces mesures applicables à la rentrée de septembre 2024 : la mise en place de groupes de besoins au collège ou encore l'apparition de nouveaux programmes pour les primaires.

Mais alors que le gouvernement parle de relever le niveau, les professeurs répondent par un désir de lever le voile sur une réforme qu'ils jugent opaque. La confrontation est lancée.

Les syndicats nationaux voient dans ce Choc des savoirs une régression déguisée en progrès. Ils préféreraient : « un choc des moyens. » Leurs représentants dans l'Orne ne font pas exception. Ils critiquent particulièrement « la création de groupes de niveaux au collège ou encore les manuels labellisés en primaire ».

Illustration avec des témoignages de manifestants.



Fabrice Jaffret et Sophie Kieffer représentants du Syndicat des Enseignants UNSA luttent notamment contre les groupes de niveau et les manuels labellisés.

« C'est l'hétérogénéité qui crée l'émulation »

Fabrice Jaffret, professeur de technologie au collège François Truffaut à Argentan, représentant syndical de l'Unsa éducation, est venu manifester à Alençon « parce que les groupes de niveau vont nous obliger à trier les élèves, ce qui risque de nuire à leur confiance et leur progression. Les études ont toujours montré que mélanger les élèves de différents niveaux aide tous les élèves à mieux apprendre. C'est l'hétérogénéité même des classes qui crée l'émulation, qui permet à tous les élèves, les bons et les mauvais de progresser. Les ressources allouées pour créer ces groupes vont se faire au détriment d'autres disciplines et options, comme la technologie. Nous risquons de perdre la richesse de notre offre éducative. La priorité devrait être de promouvoir un environnement où tous les enfants peuvent progresser ensemble. Cela implique de maintenir des classes diversifiées, avec des effectifs réduits, pour maintenir une dynamique de classe saine et inclusive.



Nadège Diercks défile avec sa pancarte FCPE « Non au tri des élèves ».

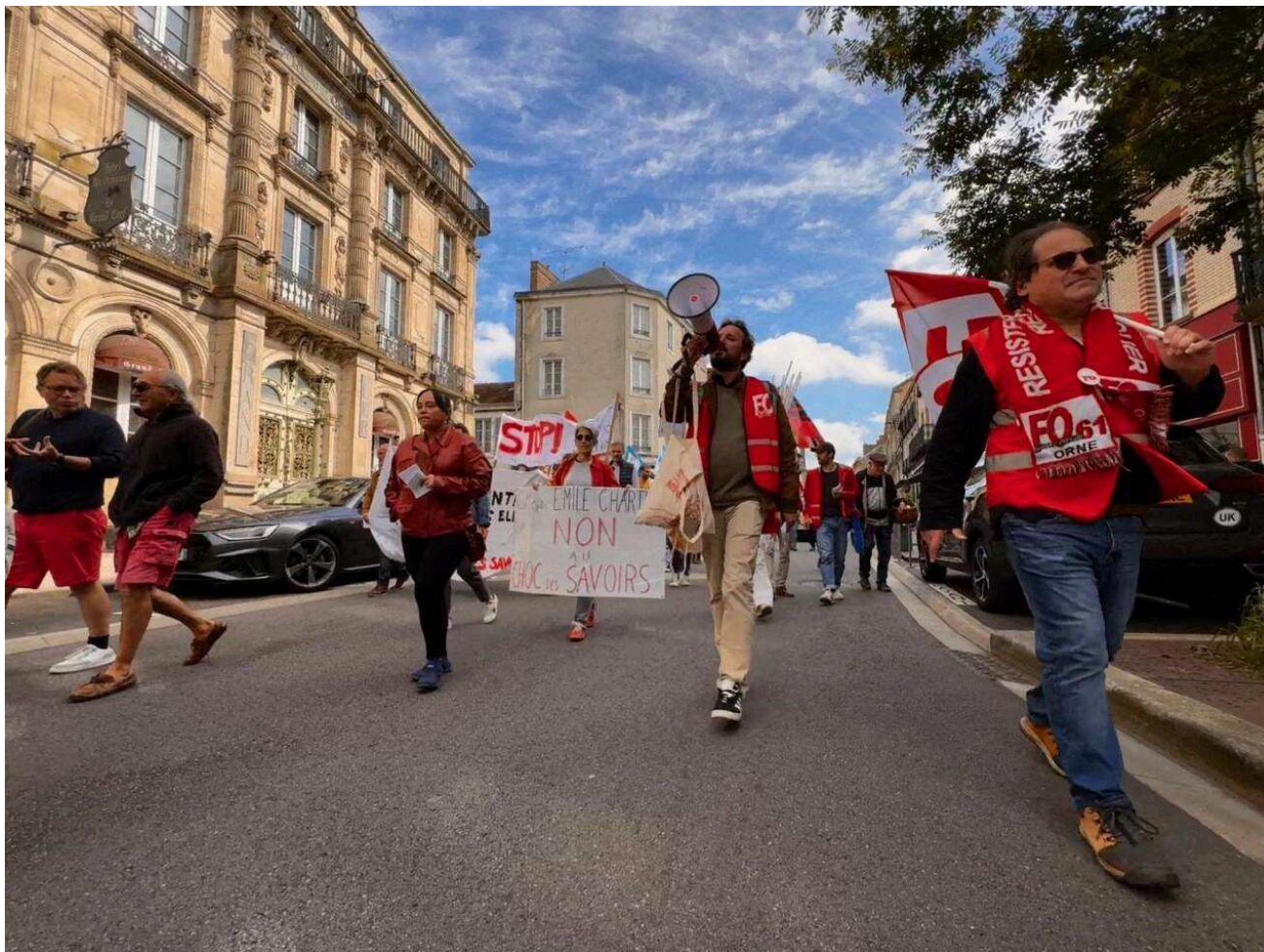
« On se croirait dans Koh-Lanta »

Nadège Diercks, de la Fédération des conseils de parents d'élève (FCPE), s'inquiète pour tous les enfants et les siens en particulier, élèves du collège Balzac à Alençon : « Rien que la notion de tri,

c'est inadmissible, ça met la pression sur les enfants. Avec cette mise en concurrence permanente, on se croirait dans Koh-Lanta. On sort de la notion de collègue unique, fondement de notre système éducatif. Tous les enfants n'auront pas la même chance, on crée une énorme inégalité entre les enfants dès le départ. »

« Contre le manuel labellisé »

Sophie Kieffer, professeure des écoles au Point du Jour à Courteille, secrétaire départementale du Syndicat des Enseignants UNSA, condamne quant à elle le projet de manuel unique et « labellisé », obligatoire pour toutes les classes primaires : « Déjà, je ne travaille pas avec un manuel. Or il est prévu de nous imposer des manuels labellisés dès la rentrée prochaine. Je suis totalement contre. Car cela va à l'encontre du principe de différenciation pédagogique. Dans ma pratique, je m'adapte aux besoins individuels des élèves. Cela me permet de répondre plus efficacement à leurs besoins spécifiques et de favoriser leur progression à leur propre rythme. Nous évitons de créer des groupes de niveau rigides qui pourraient limiter les interactions et l'apprentissage mutuel entre élèves. J'ai peur que ces changements vers plus de standardisation dans les méthodes d'enseignement ne diminuent notre liberté pédagogique et par là même la qualité de l'éducation. »



Les enseignants veulent qu'on entende enfin leurs revendications.

« Par solidarité entre enseignants »

Guillaume Abraham, enseignant titulaire sur zone de remplacement (TZR) dans les lycées de Flers et la Ferté Macé, représentant de Sud éducation, s'est rendu devant la préfecture de l'Orne car « il est crucial d'avoir une solidarité entre enseignants et parce que les collégiens d'aujourd'hui, que l'on va faire souffrir, seront les lycéens de demain. On voit déjà avec la réforme des lycées ce que ces réformes donnent, ça a fragmenté les classes, ce type de mesures affectent clairement l'émulation de groupe, la dynamique de groupe. »



Sur la place du marché, Jean-Rémy Haselvander (FO) et ses collègues cherchent à mobiliser les parents d'élèves pour la prochaine opération « Collèges morts » du 31 mai

« Perte de sens »

Jean-Remy Haselvander, représentant de la fédération éducation pour Force ouvrière dans l'Orne, professeur de SVT à Balzac, utilise le porte-voix pour appeler la population ornaise « à une prise de conscience. Cette réforme, comme les précédentes, semble avoir un but unique : réaliser des économies. Les familles entendent parler de "groupes de besoins" et pensent que l'éducation sera mieux adaptée à leurs enfants. En réalité, c'est une façade pour des coupes budgétaires. Cela dissimule une complexité énorme de mise en œuvre qui impactera la liberté pédagogique des enseignants, qui sont déjà épuisés. Il y a une perte de sens de nos métiers parce que finalement, avec les manuels labellisés, par exemple, déjà prévus au primaire, l'idée sous-jacente est que n'importe qui pourrait enseigner n'importe quoi. Tout ce qui donnait du sens à nos métiers est en train de disparaître. On ne peut l'accepter. »

Opération « Collèges morts »

Avec ses collègues, sur le marché d'Alençon et lors d'une réunion d'information, salle Baudelaire, Jean-Rémy Haselvander appelle les parents d'élèves, à « une journée "Collèges morts" dans l'Orne, le vendredi 31 mai. On ne le sait pas suffisamment, mais au cours de ces dernières se-

maines, quatre journées de ce type ont eu lieu dans des collèges du département. Avec un succès partout! Avec 60 à 90 % d'élèves absents! La FCPE et l'Intersyndicale 61 appellent donc à poursuivre la mobilisation, à renouveler l'opération», insiste le syndicaliste. Comment? «En invitant les parents à garder leurs enfants à la maison, le vendredi 31 mai 2024.»